

*SOUS EMBARGO JUSQUE MERCREDI 6 Août 2008 à 9.00 H GMT*

# Négliger les femmes et ne pas assurer leur protection

## Quinze ans de perdu dans l'accès au préservatif féminin

Les responsables politiques se lamentent sur la vulnérabilité des femmes face à l'infection du VIH, et pourtant voici quinze ans qu'ils n'arrivent pas à imposer une technique qui peut aider les femmes à se protéger et à se responsabiliser. Le préservatif féminin est la seule méthode contrôlée par les femmes qui offre une protection face à l'infection du VIH; il permet également d'éviter des naissances non désirées. Des études ont montré qu'il est facilement accepté par ceux qui l'utilisent, qu'il augmente la proportion des actes sexuels protégés et qu'il est économique quand il est utilisé en conjonction avec les préservatifs masculins. Et pourtant, la plupart des femmes n'ont pas accès aux préservatifs féminins. De nouvelles technologies contrôlées par les femmes telles que les microbicides ne seront pas disponibles avant de nombreuses années. Les préservatifs féminins sont disponibles maintenant; la campagne pour que tous puissent y accéder devrait commencer maintenant.



## Sommaire

2008 marque le quinzième anniversaire de l'invention du préservatif féminin mais aussi celui de l'incapacité à le rendre accessible aux femmes qui en ont besoin. Malgré l'absence de toute autre forme de protection contrôlée par la femme et en dépit de l'augmentation sans précédent des fonds destinés à répondre au VIH, les préservatifs féminins restent inaccessibles et leur contribution reste inexploitée.

Le besoin urgent d'accéder aux préservatifs féminins est évident quand on voit la féminisation de la pandémie du VIH, l'énorme besoin de contraception non satisfait et les maigres progrès réalisés dans la direction des Objectifs de développement du Millénaire n<sup>os</sup> 5 et 6 concernant la santé maternelle et la diminution, ainsi que la disparition, de la prolifération du VIH.

Pourquoi proposer des préservatifs féminins alors que les préservatifs masculins sont déjà disponibles, bien meilleur marché, et offrent un niveau de protection comparable?

- Les préservatifs féminins sont un outil qui aide les femmes à se responsabiliser. Celles qui les utilisent se sentent plus fortes pour négocier une sexualité protégée. Elles ont plus de contrôle et se sentent plus tranquilles au cours de l'acte sexuel. Il faudra encore de nombreuses années avant que les femmes puissent disposer d'un autre moyen de se protéger par elles-mêmes.
- Procurer à la fois des préservatifs féminins et masculins permet d'avoir des relations sexuelles protégées bien plus souvent et de réduire la possibilité de maladies sexuellement transmissibles (MST). Leur effet conjoint, offrant une prophylaxie dans des situations qui ne seraient pas protégées par des préservatifs masculins, en fait une forme économique de prévention VIH.

Des études ont montré de manière répétée que les préservatifs féminins étaient très bien acceptés. Certains les préfèrent aux préservatifs masculins car ils peuvent se placer et s'enlever à des moments plus propices et parce qu'ils procurent des sensations plus naturelles. Néanmoins, de nombreux donateurs et responsables politiques ne sont pas convaincus qu'il existe une demande suffisante. Pourtant, quand on examine les différents programmes, on assiste à une demande significative même si elle est souvent réprimée délibérément et sapée par la stigmatisation et les ruptures de stock. Ce qui est perçu comme un problème de demande est en fait un problème de disponibilité. Ce n'est pas au niveau de l'utilisateur que l'accès aux préservatifs féminins est entravé, mais c'est en début de chaîne: quelles sommes les donateurs et les gouvernements sont-ils disposés à investir dans l'achat et la mise au point de préservatifs féminins meilleur marché ainsi que dans le soutien des programmes qui y sont liés?

Que se cache-t-il derrière cet échec? Pourquoi l'accès aux préservatifs féminins est-il freiné? Les raisons avancées par les donateurs et les responsables politiques ressemblent à celles qui sont communément utilisées pour le préservatif masculin: des raisons dues à l'ignorance, à la culture, au déni, à la « pauvreté » et au conservatisme. S'ajoutent à cela des erreurs démesurées dues à un manque de prise de responsabilités, de profonds préjugés de la part des investisseurs en ce qui concerne les formes existantes de prévention primaire du VIH, l'inaptitude à développer des programmes et

l'incapacité d'investir dans des stratégies de diminution du coût des préservatifs féminins.

Bien entendu, quelques efforts ont été faits ces quinze dernières années et ils se sont accélérés depuis le lancement en 2005 de l'Initiative mondiale du préservatif féminin du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA). L'expansion rapide des ventes et la distribution gratuite dans les quelques pays qui sont à l'avant-plan de ces programmes montrent une demande massive en préservatifs féminins qui n'est pas satisfaite. Mais on pourrait accomplir tellement plus. En 2007, près de 423 préservatifs masculins étaient produits dans le monde pour un seul préservatif féminin. Un préservatif féminin coûte environ dix-huit fois plus qu'un préservatif masculin.

Les niveaux d'investissement et la programmation nécessaires pour augmenter la variété des préservatifs féminins, diminuer leur prix et augmenter leur production sont tout à fait praticables. En collaborant, les donateurs, les gouvernements, les organisations de la société civile et le secteur privé peuvent permettre l'accès universel aux préservatifs féminins. Ils sont disponibles aujourd'hui et des efforts concertés pour les rendre disponibles doivent commencer aujourd'hui.

## Recommandations

- 1 L'ONUSIDA et l'UNFPA, ainsi que les donateurs et les organisations de développement, doivent exploiter le potentiel du préservatif féminin en tant que contraceptif et en tant que méthode de prévention contre les MST, VIH inclus, en s'en faisant les défenseurs partout dans le monde. Ils devront faire des efforts énergiques et convaincants, donner la priorité à certaines ressources et définir des objectifs permettant d'accroître la disponibilité. Le but à court terme – augmenter la distribution des préservatifs féminins pour qu'elle atteigne cinq pour cent de la distribution totale des préservatifs dans le monde – est réalisable et abordable en termes financiers: il nécessiterait environ 120 millions de dollars par an pour le monde entier.<sup>1</sup>
- 2 Les agences des Nations Unies (l'ONUSIDA, l'UNFPA, l'UNIFEM, l'UNICEF, l'OMS et l'OIT) et les donateurs internationaux tels que le Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme doivent promouvoir le préservatif féminin dans leurs politiques de santé et de prise en compte de la distinction homme-femme et offrir également une assistance concrète aux agences d'implémentation et aux gouvernements. Ils doivent faire augmenter de manière significative l'investissement dans les préservatifs féminins et l'ONUSIDA devrait inclure ceux-ci dans son portefeuille.
- 3 Les gouvernements, les donateurs et les investisseurs privés doivent soutenir la Recherche et le Développement (R & D) afin de proposer différents choix et des prix moins élevés. En 2006, les donateurs ont dépensé plus d'un milliard de dollars pour le développement de nouvelles technologies de prévention du VIH.<sup>2</sup> Un investissement de seulement 20 millions de dollars permettrait de mettre sur le marché de nouveaux préservatifs féminins. Les brevets, et en particulier ceux émanant de la R & D financée publiquement, ne devraient pas empiéter sur les efforts réalisés pour développer de nouveaux préservatifs féminins et pour en produire des versions génériques abordables. Aux Etats-Unis, la Food

and Drug Administration devrait reclassifier les préservatifs féminins en les sortant de la Classe III (les éléments à hauts risques) pour les placer en Classe II, celle des préservatifs masculins, tout en continuant à requérir les informations supplémentaires adéquates et les preuves démontrant que les nouvelles sortes de préservatifs sont réellement efficaces.

- 4 Les gouvernements nationaux, les organisations de la société civile et le secteur privé devraient collaborer à un programme à long terme intégré et global afin que les préservatifs féminins soient accessibles à tous, hommes et femmes, étant donné leur utilité universelle en tant que moyen contraceptif et méthode de prévention des MST.
- 5 Les organisations de la société civile devraient demander que les gouvernements et les agences internationales incluent les préservatifs féminins dans leurs programmes de planning familial et de prévention des maladies sexuellement transmissibles, VIH inclus, et dans les plans de financement qu'ils soumettent au Plan d'urgence du Président des Etats-Unis pour la lutte contre le Sida (PEPFAR), au Fonds Mondial et à l'ONUSIDA.

## Notes

*Toutes les URL des sites web ont été consultées pour la dernière fois en juin 2008.*

<sup>1</sup> Si l'on s'en tient à une distribution de préservatifs masculins de 11 milliards d'unités par an, 580 millions de préservatifs féminins équivaldraient à cinq pour cent du total. Au prix de 0,22 dollar l'unité, cela représenterait 127,6 millions de dollars, moins ceux qui seraient achetés en privé (environ 86 pour cent de la production sont achetés par des organismes publics).

<sup>2</sup> HIV Vaccines and Microbicides Resource Tracking Working Group (2007) *Building a Comprehensive Response: Funding for HIV Vaccines, Microbicides and other New Prevention Options: 2000 –2006*, [www.hivresourcetracking.org](http://www.hivresourcetracking.org).

© Oxfam International août 2008

Cet article a été rédigé par Sue Holden. Oxfam remercie les personnes suivantes pour leur assistance dans sa réalisation: Anny Peters, Lauren Sisson, Susie Hoffman, Dan Resnic, Joanie Robertson, Wendi Losha Bernadette, Fiona Nicholson, Daisy Nyamukapa, Bidia Deperthes, Amy Kaler, Jo Mantell, Alice Welbourn, Maggie Usher-Patel, Mags Beksinska, Yvonne Bogaarts, Rino MEyers, Lucy Idoko, Nilcéa Freira, Rohit Malpani, Nicole Gray, Celine Charveriat, Esmé Berkhout, Mark Fried, Patrick Friel, Victoria Harnett, Claire Harvey, Mohga Kamal-Yanni et Moniek Wester Keegstra. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel: [publish@oxfam.org.uk](mailto:publish@oxfam.org.uk)

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.



**Oxfam International** est une confédération de 13 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice : Oxfam Amérique, Oxfam Allemagne, Oxfam Australie, Oxfam-en-Belgique, Oxfam Canada, Oxfam France – Agir ici, Oxfam Grande-Bretagne, Oxfam Hong Kong, Intermón Oxfam (Espagne), Oxfam Irlande, Oxfam Nouvelle Zélande, Oxfam Novib (Pays-Bas) et Oxfam Québec. N'hésitez pas à appeler ou écrire à une de nos organisations pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : [www.oxfam.org/fr](http://www.oxfam.org/fr) .  
Courriel : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

#### **World Population Foundation**



WPF est une organisation néerlandaise à but non lucratif dont l'objectif est l'amélioration de la santé et des droits génésiques et sexuels dans les pays en développement.

WPF soutient des organisations locales afin de permettre aux hommes, aux femmes et aux jeunes gens de décider librement et de façon responsable de leur vie sexuelle, du nombre de leurs enfants et de l'espacement de leurs naissances tout en

disposant de l'information et des moyens nécessaires.

WPF appuie des politiques et des ressources de soutien aux Pays-Bas, en Europe et partout dans le monde. Chaque être humain a le droit de faire ses propres choix et de mener une vie reproductive sans risques et librement déterminée.

[www.wpf.org](http://www.wpf.org)